

**MÉTROPOLE  
AIX-MARSEILLE  
PROVENCE**

**Territoire  
du Pays Salonais**



MALLEMORT  
DE PROVENCE

**METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

Territoire du Pays Salonais

**NOTICE ZONAGE**

**ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF**

**PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MALLEMORT**

## SOMMAIRE

<b>1. GENERALITES - DEFINITIONS</b>	<b>3</b>
1.1. Le service public de l'assainissement	3
1.2. Assainissement collectif	3
1.3. Assainissement non collectif	4
<b>2. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b>	<b>8</b>
2.1. Les abonnés du service public d'assainissement collectif	8
2.2. Patrimoine	8
2.3. Les projets d'urbanisation	9
2.4. Capacité à répondre à la demande future	10
<b>3. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b>	<b>10</b>

## ANNEXES

## **1. GENERALITES - DEFINITIONS**

---

### **1.1. Le service public de l'assainissement**

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé au 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence par la fusion de 6 EPCI, dont la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, dite Agglopolo Provence.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence compte 92 communes pour 1,8 million d'habitants, soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône et 37 % de la population de l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les 17 communes de l'ex-Agglopolo Provence forment à présent l'un des 6 territoires de Métropole Aix-Marseille-Provence : le Territoire du Pays Salonais.

Afin de collecter et de traiter les eaux usées des habitations, deux filières d'assainissement sont possibles : l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif

Le Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence du service public de l'assainissement des eaux usées qui consiste à collecter et à traiter les eaux usées. La gestion du service de l'assainissement collectif est assurée en Délégation de Service Public (DSP), c'est-à-dire que la gestion de ce service a été déléguée à une société privée.

Depuis le 1er janvier 2013, la société Agglopolo Provence Assainissement, filiale du groupe Saur, assure pour le compte de la Collectivité la collecte et la dépollution des eaux dans le respect des normes en vigueur, elle s'occupe également l'entretien des installations et du patrimoine. Le suivi et contrôle de ce contrat de DSP, ainsi que les études et travaux d'investissements, sont assurés en maîtrise d'ouvrage directe par la collectivité.

Enfin, le service de l'assainissement non collectif consiste à contrôler le bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif, afin de garantir l'efficacité du traitement des eaux usées et préserver ainsi la qualité des milieux récepteurs. Il est géré en régie par le Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC), qui exerce les missions de contrôles relatives à la conception, l'implantation et de bonne exécution des travaux de création ou de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

### **1.2. Assainissement collectif**

Il s'agit de créer un réseau de canalisations (gravitaire ou pompé) assurant la collecte des eaux usées des habitations et leur transport vers un dispositif d'épuration existant ou à créer (station d'épuration, réseau d'assainissement existant, etc...).

Ce type d'assainissement est généralement mis en œuvre dans des zones caractérisées par un habitat aggloméré généralement ancien et des parcelles bâties exiguës et peu accessibles.

Toute habitation directement raccordable au réseau d'assainissement collectif existant est dans l'obligation de se raccorder à celui-ci. En effet, l'article L1331-1 Code de la Santé Publique stipule que « *le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte* ».

### **1.3. Assainissement non collectif**

La loi sur l'eau de 1992 a reconnu l'assainissement non collectif comme une filière d'assainissement performante au même titre que l'assainissement collectif et a notamment chargé les collectivités locales de contrôler ces installations afin de garantir l'efficacité du traitement des eaux usées et préserver ainsi la qualité des milieux récepteurs.

Lorsqu'une habitation ne peut être desservie par le réseau public d'assainissement raccordé à une station d'épuration, elle doit être équipée d'un système de traitement des eaux usées domestiques implanté sur la parcelle : c'est l'assainissement non collectif (appelé également assainissement autonome ou individuel).

Une installation d'assainissement non collectif désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées.

La collecte et le transport des eaux usées domestiques en sortie d'habitation sont réalisés par un dispositif de collecte (boîte, etc.) suivi de canalisations.

Le traitement des eaux usées est réalisé soit :

- dans le sol en place, ou un sol reconstitué avec prétraitement en amont par une fosse septique toutes eaux,
- par un dispositif de traitement agréé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

L'évacuation des eaux usées domestiques traitées est réalisée en priorité par infiltration dans le sol.

L'objectif de l'assainissement non collectif est d'assurer l'évacuation des effluents (salubrité), tout en protégeant l'environnement (protection de la ressource en eau, nappe aquifère, cours d'eau, voisins...).

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (et article L. 2224-8 du C.G.C.T.3) puis la loi « Grenelle II » (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010) donne des compétences et des obligations nouvelles aux collectivités dans le domaine de l'assainissement non collectif.

Le service mis en place par les collectivités s'appelle le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C). Les missions obligatoires sont :

- le contrôle de conception - implantation ;
- le contrôle de bonne exécution des travaux ;
- le contrôle des installations existantes notamment dans le cadre de transactions immobilières.

Le SPANC a été créé par délibération du conseil communautaire de l'ex Agglopoie Provence le 14 décembre 2005 (délibération n°246/05).

Pour que ces missions puissent se faire dans les meilleures conditions, un règlement de service a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopoie Provence. Celui-ci énonce les relations entre les usagers du SPANC, en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur fonctionnement, leur entretien. Il est mis à jour à chaque modification réglementaire ou de fonctionnement.

Toute demande d'installation ou de réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif doit faire l'objet de la constitution d'un dossier sanitaire et doit être déposé en Mairie du lieu d'implantation des ouvrages.

Le dossier sanitaire doit comporter obligatoirement une étude pédologique et hydrogéologique conduite à l'échelle de la parcelle afin de justifier la faisabilité technique et réglementaire de la filière d'assainissement non collectif en rapport notamment avec la charge de pollution à traiter.

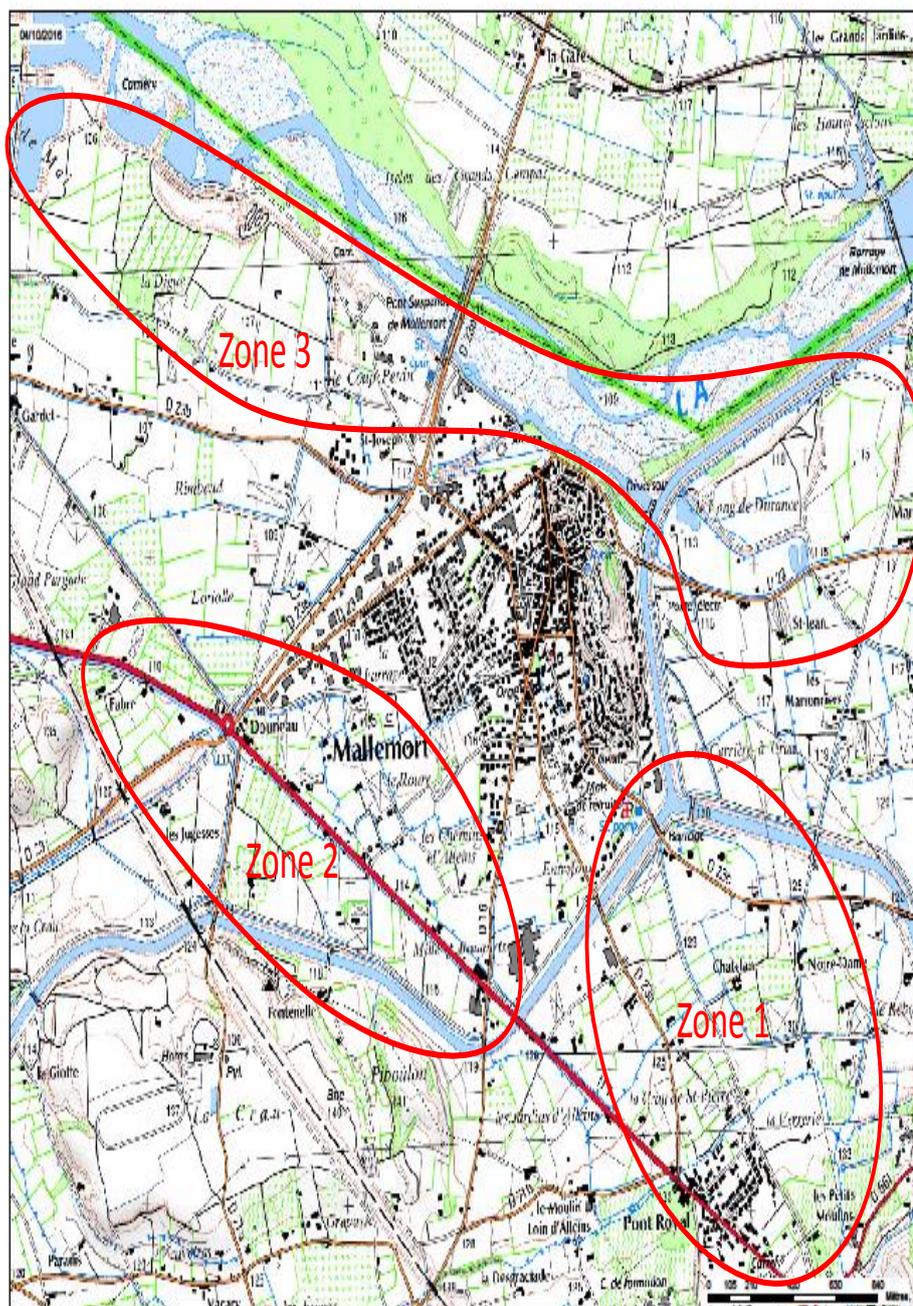
La commune de Mallemort a fait l'objet d'une carte d'aptitude des sols réalisée à partir de 2 études pédologiques et hydrogéologiques conduites à l'échelle des parcelles de particuliers et menées dans les différents secteurs de la commune établies par les bureaux d'études SIEE en décembre 1999 et APAVE en juillet 2006 lors de la réalisation du schéma directeur d'assainissement de la commune.

Cette carte évalue de manière sommaire l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif suivant plusieurs critères et notamment :

- la perméabilité du sol,
- la présence d'une nappe phréatique,
- l'épaisseur de terrain,
- la topographie et les pentes des terrains.

Ces données n'ont pas valeur à être généralisées et ne dispensent pas de la réalisation de l'étude à la parcelle comme le prévoit la réglementation.

La commune de Mallemort est concernée par 3 grands secteurs pour ce qui concerne l'assainissement non collectif.



MÉTROPOLE  
AIX-MARSEILLE  
PROVENCE

Carte  
générale  
d'aptitude  
des sols –  
commune  
de  
Mallemort

Octobre 2016

échelle 1:20 000

**Le secteur 1** correspond aux secteurs de la Crau Saint Pierre, Carrières à Crau et Pont Royal au Sud-Est de la commune. Ces secteurs ont été classés majoritairement en zone A du PLU, mais aussi N et Up

- Les propriétés sont alimentées pour la plupart en eau potable à partir du réseau public d'eau potable. Il existe aussi des propriétés alimentées à partir de puits ou forages privés, en général peu profond, de l'ordre de 15 à 20 m.
- Topographie :  
La pente topographique des terrains est faible, inférieur à 5%.
- Pédologie (reconnaitances à la mini-pelle, au tracto-pelle, à la tarière mécanique)  
Les formations rencontrées sont des :
  - sols limoneux à limono-sableux graveleux avec des charges en gravier pouvant être importantes, de 0 à 60 cm
  - sols argilo-limoneux de 60 à 2200 cmLes perméabilités moyennes relevées sont comprises entre 100 mm/h à 270mm/h.
- Les filières d'assainissement non collectif préconisées dans ce secteur :  
Filières « classiques » de types fosses toutes eaux suivies de tranchées d'épandage à faible profondeur.  
Filières agréées par le Ministère de L'Ecologie de type « filières compactes » (fosse toutes eaux + filtre compact) suivi d'un dispositif d'évacuation des eaux usées traitées par tranchées d'épandage à faible profondeur.

**Le secteur 2** correspond aux secteurs de Pierredon, Les Jugesses, Route d'Alleins et Douneau au sud / sud-ouest de Mallemort.

- Les propriétés sont alimentées en eau potable à partir de puits ou forages, sauf le long de la D16 et dans le secteur des « Chemins d'Alleins ».  
L'aquifère exploité est peu profond. Les forages sont généralement profonds entre 10 à 20 m. Il n'a pas été recensé de nappe phréatique affleurante.
- Topographie :
  - La pente topographique des terrains est faible, inférieur à 5%.
- Pédologie (reconnaitances à la mini-pelle, au tracto-pelle, à la tarière mécanique)  
Sur les zones prospectées les terrains sont homogènes, limono-sableux et argileux de 0 à 150 cm, avec une forte charge en gravier.  
Les perméabilités moyennes relevées sont comprises entre 34 mm/h à 340 mm/h.
- Les filières d'assainissement non collectif préconisées dans ce secteur :  
Filières « classiques » de types fosses toutes eaux suivies de tranchées d'épandage à faible profondeur.  
Filières agréées par le Ministère de L'Ecologie de type « filières compactes » (fosse toutes eaux + filtre compact) suivi d'un dispositif d'évacuation des eaux usées traitées par tranchées d'épandage à faible profondeur.

**Le secteur 3** correspond de manière générale au secteur du Coup Perdu, Iscles du Mois de Mai, Marguery Les Vernégaux et des Païsses au nord de la commune.

- Les propriétés sont alimentées en eau potable à partir de puits ou forages.  
L'aquifère exploité est peu profond, on constate des traces d'hydromorphie dès 40 cm..
- Topographie :
  - La pente topographique des terrains est faible, inférieur à 5%.
- Pédologie (reconnaitances à la mini-pelle, au tracto-pelle, à la tarière mécanique)  
Sur les zones prospectées les terrains sont homogènes, situées le long du lit de la Durance.  
Les formations rencontrées sont variables :

- Limon sableux faiblement argileux marron à limon argileux faiblement sableux gris , graveleux: formation de 0 à 50 cm,
- sols limono-argileux faiblement sableux à limono-sableux et argileux, de 50 à 150 cm.

Les perméabilités relevées sont comprises entre 37 mm/h à 50 mm/h.

- Les filières d'assainissement non collectif préconisées dans ce secteur :

Filières « classiques » de types fosses toutes eaux suivies de tranchées d'épandage à faible profondeur.

Filières agréées par le Ministère de L'Ecologie de type « filières compactes » (fosse toutes eaux + filtre compact) suivi d'un dispositif d'évacuation des eaux usées traitées par tranchées d'épandage à faible profondeur.

Pour les propriétés où la nappe phréatique est rencontrée à faible profondeur, il sera prescrit des dispositifs de lestage et d'amarrage des ouvrages de traitement contre la poussée hydrostatique.

## **2. L'assainissement collectif**

---

### **2.1. Les abonnés du service public d'assainissement collectif**

Le nombre d'abonnés au réseau d'assainissement collectif (eaux usées) est de 1830 (données du rapport annuel de 2015), soit 4941 habitants raccordés sur la base de 2,7 habitants par foyer.

### **2.2. Patrimoine**

#### **2.2.1. Station d'épuration de Mallemort**

La station d'épuration (STEP) de Mallemort est située au quartier du Coup Perdu

La station d'épuration traite uniquement les eaux usées de la commune de Mallemort.

#### Caractéristiques de la station :

##### **MALLEMORT - STEP - 8100 EH**

Lieu	MALLEMORT
Date de mise en service	2012
Capacité nominale	8100 Eq. Hab
Charge nominale en débit	600 m <sup>3</sup> /j
Charge nominale en DBO5	180 kg/j
Charge nominale en DCO	390 kg/j
Filière eau	Boue activée aération prolongée (très faible charge) / Traitement secondaire
Filière boue	Centrifugation / Compostage
Equipement de télésurveillance	OUI
Groupe électrogène	NON
Milieu récepteur	la Durance

Le volume d'eaux usées traité en 2015 sur la station d'épuration de Mallemort est de 254 943 m<sup>3</sup>.

Selon la modélisation établie par AgglopoLe Provence Assainissement , délégataire en charge de l'exploitation du système d'assainissement, en décembre 2015, la capacité résiduelle actuelle est de 5 143 équivalents habitants, soit environ 1780 logements.

### 2.2.2. Réseau de collecte

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, le diagnostic permanent du réseau d'assainissement est opérationnel.

Longueur du réseau d'eaux usées de la commune de Mallemort (RAD 2015) :

Type Réseau	Longueur (m)	%
Eaux usées Gravitaire	25 776	100.00%
<b>Total</b>	<b>25 776</b>	

Composition du réseau :

Ouvrage	Nombre
Déversoir d'orage	1
Poste de relevage	6
Regard	464
Station d'épuration	1
Autres	44
<b>Total</b>	<b>516</b>

	Nom du poste de relevage
1	Les Jardins d'Alleins
2	Les Fontaines
3	Saint-Cômes
4	FOOT 1
5	Fontenelles
6	Craponne

### 2.3. Les projets d'urbanisation

Les projets à courts/moyens terme prévus par la commune concerne les secteurs de :

- Craponne / Roqueplan (15 logements)
- Chemin de Salon / Roqueplan (20 logements)
- Avenue de la Fontaine (12 logements)
- Hameau de Pont Royal (38 logements)
- Craponne / la Verdière (20 logements)
- Chemin d'Alleins (28 logements)

Ces nouveaux apports, représentent un total de **359 eqh**.

A horizon 2025, les besoins globaux exprimés dans le PLU (courts et longs termes) sont de + 579 logements (**1563 eqh**), soit un volume total de 360m<sup>3</sup>/j supplémentaires.

- Urbanisation des Zones SUD (265 logements sur 578 ha) et densification de l'habitat actuel (environ 105 logements),
- Urbanisation du secteur de Pont Royal (35 logements sur 30 ha).
- Une extension progressive de la zone d'activité actuelle (environ 12.7 ha) et le développement de la zone d'activité du Coup Perdu (11 ha) située au nord de la commune

## **2.4. Capacité à répondre à la demande future**

Selon Agglopolo Provence Assainissement, selon une étude réalisée en juillet 2016 et la modélisation du système d'assainissement de Mallemort en décembre 2015, ces volumes supplémentaires par temps sec sont assimilables par le réseau et la STEP, la capacité résiduelle de la STEP étant estimée à 5165 eqh.

Le réseau est soumis à des entrées d'eaux claires parasites, identifiées par le diagnostic permanent du réseau et par des campagnes d'inspection télévisuelle. Il est donc nécessaire de travailler à la réduction des entrées d'eaux claires parasites en poursuivant les actions curatives spécifiques et les mises en conformité des réseaux, notamment sur le réseau du hameau de Craponne.

..

## **3. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

---

Le nombre de parcelles concernées par l'assainissement non collectif est estimé à 587 sur la commune de Mallemort.

Par définition, une personne est dite desservie par le service lorsqu'elle est domiciliée dans une zone d'assainissement non collectif.

Sur la base de 2,7 personnes par habitation et sur l'hypothèse qu'un système d'assainissement non collectif correspond à une « habitation », l'estimation du nombre d'habitants desservis par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est de 1585 habitants.

Toute demande d'installation ou de réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif doit faire l'objet de la constitution d'un dossier sanitaire et doit être déposé en Mairie du lieu d'implantation des ouvrages.

Le dossier sanitaire doit comporter obligatoirement une étude pédologique et hydrogéologique conduite à l'échelle de la parcelle afin de justifier la faisabilité technique et réglementaire de la filière d'assainissement non collectif en rapport notamment avec la charge de pollution à traiter.

En effet, la réglementation stipule que :

- « *les éléments techniques et le dimensionnement des installations [d'assainissement non collectif] doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, dont les caractéristiques du sol. Le dimensionnement de l'installation exprimé en nombre d'équivalents-habitants est égal au nombre de pièces principales au sens de l'article R.111-1-1 du code de la construction et de l'habitation...* », conformément à l'article 5 de l'arrêté interministériel du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>,
- « *...Dans le cas où une impossibilité technique ou des coûts excessifs ou disproportionnés ne permettent pas le rejet des eaux usées traitées dans les eaux superficielles, ou leur réutilisation, ou encore que la pratique présente un intérêt environnemental avéré, ces dernières peuvent être évacuées par infiltration dans le sol, après étude pédologique, hydrogéologique et environnementale, montrant la possibilité et l'acceptabilité de l'infiltration...* » conformément à l'article 8 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

Pour tout dossier, l'étude de faisabilité d'assainissement détermine l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif au travers des caractéristiques :

- de terrains telles que la topographie, la pédologie, l'hydrogéologie, la superficie disponible et la perméabilité des sols à l'échelle de la parcelle
- de la construction et de la charge de pollution à traiter.

Le choix du bureau d'étude relève du pétitionnaire et les frais d'étude lui incombent.

Les travaux sur site ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis "favorable" du SPANC, à la suite du contrôle de conception et d'implantation du projet d'installation précité. Les frais liés aux travaux sont à la charge du propriétaire.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par visite sur place effectuée dans les conditions prévues le règlement de service. Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé.

Ce contrôle de réalisation ne se substitue pas à une mission de maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage, le propriétaire reste responsable des travaux et de leur bonne exécution.

L'installateur réalise les travaux conformément au dossier sanitaire validé.

Les particuliers ont obligation de maintenir en bon état de fonctionnement leurs installations et de prendre en charge les dépenses relatives à leur entretien.

## ANNEXE

### Zonage d'assainissement collectif et non collectif

- Voir carte réactualisée ci-jointe

- Rappel de la légende :

 Limites de commune

 Bâtiments Durs

 Bâtiments Légers

 Parcelles (contour)

#### Equipements

 Poste de relevage

 Station d'épuration

 tronçons (APA,22/04/2015)

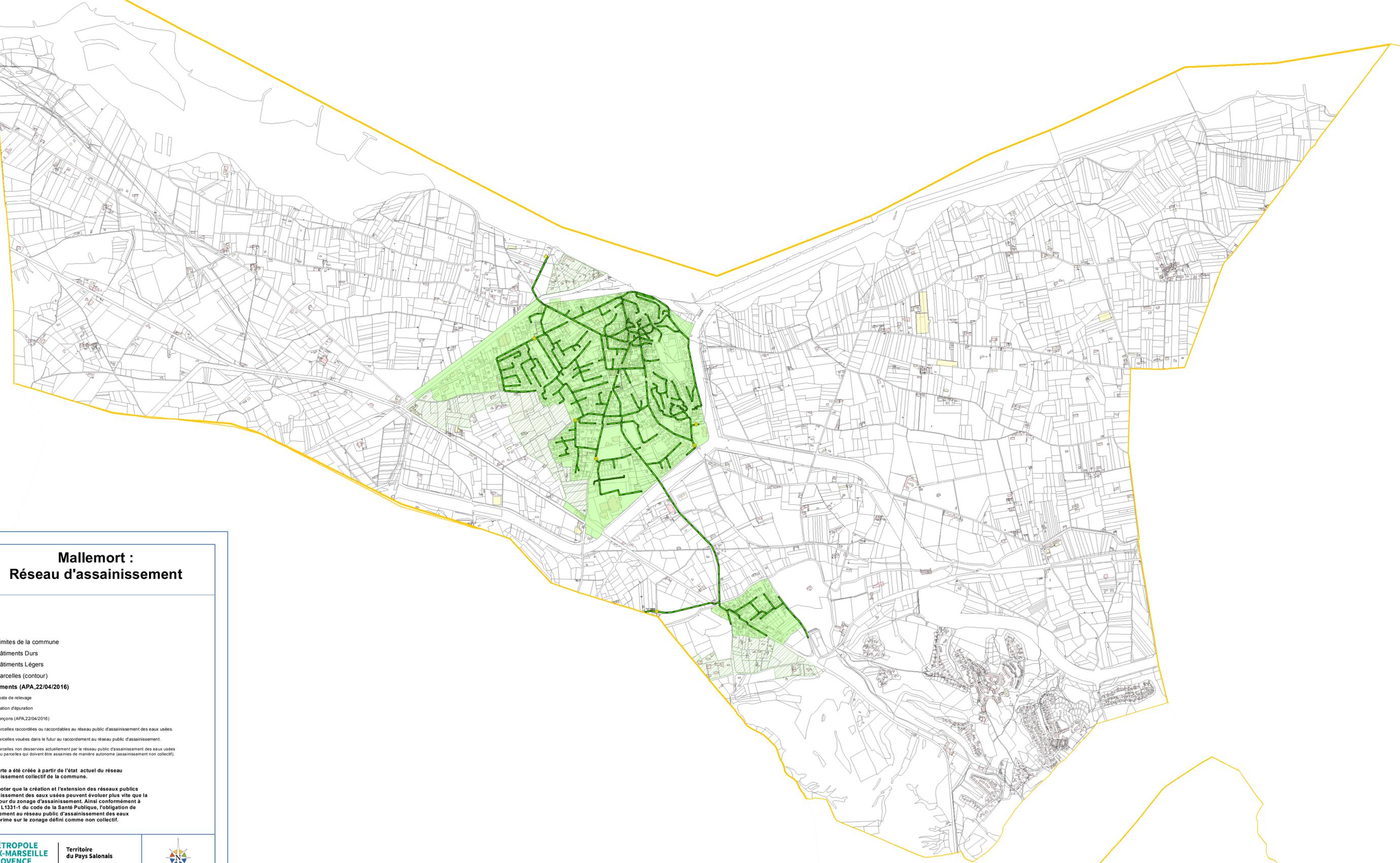
#### Zonage d'Assainissement Collectif et Non collectif

 Parcelles raccordées ou raccordables au réseau public d'assainissement des eaux usées et parcelles vouées dans le futur au raccordement au réseau public d'assainissement.

 Parcelles non desservies actuellement par le réseau public d'assainissement des eaux usées ou parcelles qui doivent être assainies de manière autonome (assainissement non collectif).

Cette carte a été créée à partir de l'état actuel du réseau d'assainissement collectif de la commune.

Il est à noter que la création et l'extension des réseaux publics d'assainissement des eaux usées peuvent évoluer plus vite que la mise à jour du zonage d'assainissement. Ainsi conformément à l'article L1331-1 du code de la Santé Publique, l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement des eaux usées prime sur le zonage défini comme non collectif.



## Mallemort : Réseau d'assainissement

- Limites de la commune
  - Bâtiments Durs
  - Bâtiments Légers
  - Parcelles (contour)
- équipements (APA,22/04/2016)**
- Poste de relevage
  - ▲ Station d'épuration
  - tronçons (APA,22/04/2016)
  - Parcelles raccordées ou raccordables au réseau public d'assainissement des eaux usées.
  - Parcelles vouées dans le futur au raccordement au réseau public d'assainissement.
  - Parcelles non desservies actuellement par le réseau public d'assainissement des eaux usées ou parcelles qui doivent être assainies de manière autonome (assainissement non collectif).

Cette carte a été créée à partir de l'état actuel du réseau d'assainissement collectif de la commune.

Il est à noter que la création et l'extension des réseaux publics d'assainissement des eaux usées peuvent évoluer plus vite que la mise à jour du zonage d'assainissement. Ainsi conformément à l'article L1331-1 du code de la Santé Publique, l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement des eaux usées prime sur le zonage défini comme non collectif.

Fichier au format de données géométriques au format